



# L'ÉGALITÉ

## de Roubaix - Tourcoing

**ABONNEMENTS**

Trois mois	5 fr. 50
Six mois	9 fr. 50
Un an	18 fr. 50

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

**RÉDACTION ET ADMINISTRATION**  
 ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING  
 Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

**ANNONCES**

ON REÇOIT LES ANNONCES

A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.  
 A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.  
 A LILLE, 28, Rue de Fivas.

### INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

#### CONSEIL DE CABINET

Paris, 26 décembre.  
 Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet, sous la présidence de M. Léon Bourgeois, président du conseil et ministre de l'intérieur. La séance a été consacrée à l'exécution des affaires courantes.

#### LE BUDGET DE 1896

Les ministres se sont notamment entretenus de la discussion du budget de 1896 qui doit se poursuivre aujourd'hui devant le Sénat, ainsi que des modifications apportées par cette assemblée au texte voté par la Chambre.

#### LES FRONTIÈRES DU SIAM

Le conseil s'est notamment entretenu du règlement des frontières du Siam, qui est terminée.

#### LE BUDGET DE 1897

Paris, 26 décembre.  
 Le projet de budget de 1897 contiendra des dispositions tendant à organiser l'assistance en faveur des vieillards et des infirmes.

La loi de finances comprendra un article autorisant les conseils municipaux à imposer leurs communes respectives d'un certain nombre de centimes additionnels pour venir en aide à ceux qui l'âge ou la maladie rendent impropres à tout travail et qui sont dépourvus de ressources.

#### PERMISSIONS MILITAIRES

Paris, 26 décembre.  
 Un certain nombre de nos confrères ont annoncé que les permissions accordées à l'occasion du Jour de l'An aux militaires nouvellement incorporés étaient réduites cette année sur l'ordre du ministre de la guerre.

Nous sommes en mesure de démentir formellement cette information et de rassurer les familles des recrues à ce sujet. Les congés annuels vont être accordés, au contraire, dans une large proportion, par les chefs de corps eux-mêmes auxquels M. Cavaignac laisse, sous ce rapport, la plus entière liberté.

#### INTÉRESSANT CONGRÈS

Charleroi, 26 décembre.  
 Le Congrès des socialistes communaux socialistes vient d'avoir lieu, sous la direction de la Fédération boraine. Le citoyen Defuisseaux président. Environ soixante délégués, représentant les communes de la région (Sauf Péralgues), ont été conseillers de la région ont été élus le 17 novembre dernier.

Les résolutions suivantes ont été prises. Lorsqu'aura lieu leur installation, les conseillers prêteront le serment tel qu'il est voulu par la loi; mais ils déposeront immédiatement une proposition de vote en faveur de son abolition ou de l'adoption d'une formule démocratique.

Les majorités socialistes ne nommeront aux fonctions d'administrateurs des bureaux de bienfaisance que des militants du Parti Ouvrier.

Un comité d'études sera institué pour aider les Conseils communaux socialistes, spécialement dans la question des impôts; Les majorités désigneront immédiatement des candidats bourgmestres.

Les élections seront choisies parmi les socialistes les plus aptes et les plus énergiques.

Le Congrès a protesté contre la décision de la députation permanente relativement à l'élection de Frameries.

Il a décidé d'envoyer un pétitionnement en faveur de l'inspection ouvrière dans les mines.

#### LES GRÈVES DE GAND

Gand, 26 décembre.  
 Les «filles des continus» de l'établissement Snel-Dhans ont eu hier une entrevue avec le directeur de l'usine; cet entretien n'a eu aucun résultat.

Soixante seize ouvriers de l'usine Goethals, à Eecloo, se sont mis en grève, à la suite du renvoi d'un de leurs compagnons.

#### L'AFFAIRE DES PHOSPHATES

Paris, 26 décembre.  
 Au cours de l'interpellation sur les phosphates de Tebessa, plusieurs fonctionnaires ont été mis en cause, particulièrement M. Lascombes, préfet de Constantine. Nous croyons pouvoir annoncer que ce préfet sera compris dans le très prochain mouvement administratif.

Puisque nous avons l'occasion de reparler de cette scandaleuse affaire des phosphates, annonçons que M. Jérôme Bertagna, suspendu il y a deux jours de ses fonctions de maire de Bône, est inculpé par le juge d'instruction qui a ouvert une enquête sur les concessions annulées.

#### UN MEETING SOCIALISTE

Gand, 26 décembre.  
 Les socialistes ont organisé aujourd'hui un meeting au «Valentin». Ordre du jour: L'impôt du sang.

Un membre du «Lotingsclub» présida. Après avoir exposé les iniquités du système actuel, il donna la parole au citoyen Hardyne.

Ce dernier commença son discours par une allusion à la fête que l'église célèbre aujourd'hui: «Voilà dix-huit siècles, dit-il, que l'église chante: «Paix, on constate que précisément les pays chrétiens maintiennent leurs armées et perfectionnent les moyens

### de destruction. L'Église est impuissante à combattre le fléau du militarisme.

L'abolition du régime capitaliste entraînera la suppression des armées. L'orateur attaque les capitalistes belges qui protestent de leur amour pour la patrie et laissent le soin de défendre le pays à ceux qui ne possèdent rien.

L'orateur critique vivement le système de l'armée des volontaires; il se déclare partisan de la nation armée.

Il engage les assistants à faire une propagande active en faveur de l'abolition du système actuel.

#### MILITARISME EN MINIATURE

Bruxelles, 26 décembre.  
 Une discussion assez vive vient d'avoir lieu à la Chambre luxembourgeoise au sujet de crédits militaires. Disons d'abord que l'armée du Grand-Duché se compose de 135 gendarmes et 150 hommes de troupes, y compris 30 musiciens!

Un député ayant proposé d'élever de huit à dix le nombre des gendarmes à cheval, M. Eygenhen, président du gouvernement, a énergiquement repoussé le projet militariste du député et, à l'aide de nombreux documents, il a établi que la tranquillité la plus parfaite n'ayant cessé de régner dans les bassins industriels, il n'y avait pas lieu d'augmenter dans la mesure proposée l'effectif de la cavalerie grand-ducale.

#### LE TRAVAIL DES PRISONS

Berlin, 26 décembre.  
 D'après une statistique officielle, il y avait en 1894, dans les prisons du royaume de Prusse, 33,338 détenus, dont 23,879 travaillaient contre salaire, pour des industries privées. Ces détenus ont fourni en tout 7,163,768 journées de travail et gagné 2,896,197 marcs, soit 40 pfennings par journée.

Les journaux protestent contre cette industrie qui ruine les métiers et les commerçants libres.

#### LES AFFAIRES D'ORIENT

Londres, 26 décembre.  
 Le Times reçoit de Constantinople la dépêche suivante datée du 24 décembre: Hier, le baron de Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, a fait savoir au grand vizir que les ambassadeurs espéraient que les mesures extrêmes ne seraient pas prises contre la population de Zeitoun.

M. de Nelidoff, ambassadeur de Russie, a été reçu hier après-midi par le sultan.

La nuit dernière, des petits papiers, annonçant le dépôt de la loi sur le travail, ont été distribués dans les rues de Constantinople.

Les bijoutiers, craignant des troubles, n'ont pas ouvert leurs boutiques aujourd'hui.

Le premier écuyer Izzet Pacha a été arrêté.

(Voir en Dernière Heure.)

### BULLETIN DU JOUR

#### PROJETS EN L'AIR

Il paraît que nous ne jouirons guère, cette année, de l'antique «trêve des confiseurs.»

On sait ce qu'est cette trêve. Au sein de la République, pendant un demi-mois environ, les pâtisseries sont fermées. On ne jase et on n'écrit plus guère. La langue, — ce plus mauvais de l'homme et ce meilleur de la bête, suivant Esopé — se tient coite et les plumes s'oxydent.

Ainsi l'ont voulu Messieurs les confiseurs, — la politique et les sucres n'ayant jamais pu faire bon ménage ensemble. Si jamais on se dispute, interrogez Cornélius Herz ou évoquez la mémoire du petit Max Loubdy qui vient de lâcher entre les mains de la Camarde, la clef de ses millions!

En bien, il n'en ira pas de même cette année. Les sucres s'émillonnent de vinaires, c'est à dire que la politique perturbera le commerce des confiseurs si, du moins, nous en croyons certains, notamment.

La France du sud-ouest, notamment. — On annonce, en effet, qu'il se prépare dans les coulisses panamistes, un coup sensationnel.

Des hommes «considérables» appartenant à la Chambre et au Sénat auraient tenu, ces jours-ci, de fréquents conciliabules. Un programme aurait été pressenti: la révision de la Constitution en serait le gros morceau, dans le cas probable, dit-on, où M. Félix Faure ayant été contraint de démissionner, le Congrès se réunirait prochainement à Versailles.

Apparemment, ce sont ceux qui espèrent en profiter: les Rouviers, les Thévenot, les Albert Grévy, les Jules Roche et autre fleur du panamisme, — c'est-à-dire, à la caressant l'espoir d'échapper au juge d'instruction à la faveur d'un chambardement dans la direction des affaires du pays.

Projets en l'air, hélas! Les panamistes comptent décidément trop sans leurs hôtes, — sans les socialistes qui ne leur permettent pas, même au prix de la Révision, d'échapper au sort qui les attend.

Qu'ils comptent donc à leur aise. Le plus clair résultat de leurs manœuvres sera d'ouvrir les yeux du peuple sur la profonde pourriture de la classe bourgeoise.

Semez le vent, Messieurs du Panama, et la tempête révolutionnaire nous fera récolter des socialistes.

Par avance, merci.

G. SIAUVE-EVAUSY.

### A NOS DÉTRACTEURS

#### Nécessité du Collectivisme

La nécessité la plus déterminante de la solution collectiviste est l'impossibilité pour la société divisée en classes — propriétaires sans travail et travailleurs sans propriété — de consommer toutes les richesses qu'elle surproduit et qu'elle ne peut pas ne pas surproduire.

Si le machinisme ne faisait que prendre, avec leur travail, leur vie à un nombre croissant de prolétaires, l'état de choses actuel pourrait durer, dans la mesure où ses victimes accepteraient leur sort. Mais en même temps qu'il multiplie les objets de consommation, le machinisme supprime des consommateurs, enlevant toute puissance d'achat ou tout moyen de consommation à une fraction de plus en plus considérable de la classe ouvrière en proie à des chomages d'une intensité et d'une durée toujours croissantes.

Le résultat, ce sont ces crises qualifiées de pléthoriques que le génie de Fourier prédisait dès le commencement de ce siècle, et qui, comme des cyclones, s'abattent sur nous tous les dix ans. Depuis 1829, semant la ruine et la mort. Tout s'arrête, paralysé. Les usines se ferment, jetant les travailleurs par millions dans la rue, sans salaire, c'est-à-dire sans chaussures, sans vêtement, sans nourriture, parce que les magasins regorgent précisément de nourriture, de vêtements, de chaussures.

Le manque de tout naît pour eux de ce trop de tout. C'est à cette absurdité qu'aboutissent la propriété et la production capitalistes, et c'est contre cette absurdité qu'elles se briseront, quel qu'on fasse.

Contrairement aux disettes et aux famines d'autrefois, qui étaient d'ordre naturel, en ce sens qu'elles résultaient de l'impuissance de notre espèce à tirer de la planète de quoi suffire aux besoins de tous ses membres, les disettes et les famines modernes, qui déciment les masses laborieuses, sont tout ce qu'il y a de plus artificiel. Elles surgissent d'un trop plein de subsistances qui, œuvre des prolétaires, se retournent contre eux pour les affamer.

Au «comment produire assez pour tous» — qui avait été jusqu'alors le «cauchemar des sociétés humaines» — a succédé un «comment écouler tant de produits» — ou le problème des débouchés.

De là, cette politique qui, dite coloniale, s'est imposée à tous les Etats, quelle que soit leur forme gouvernementale, depuis les plus monarchiques jusqu'aux plus républicains. De là, ces navires que l'on arme, que l'on emplit de soldats et que, sous prétexte de civilisation, on expédie au loin, au Tonkin et à Zanzibar, aux Indes et à Madagascar, pour obliger, à coups de fusil et de canon, les noirs d'Afrique et les jaunes d'Asie — qui n'en ont que faire — à consommer les marchandises qui débordent et qui manquent, qui «font besoin», selon l'énergique expression italienne, à nos ouvriers des mains desquelles elles sortent.

A défaut du marché intérieur, de plus en plus fermé ou restreint par la misère ouvrière, il a fallu ouvrir ou étendre des marchés extérieurs, lointains, à toutes les extrémités du globe. Mais, s'il peut y avoir là un palliatif momentané, le mal reste entier — et sans remède — en régime capitaliste.

1. L'écart ira toujours grandissant, au fur et à mesure de la science et de ses progrès, entre la production ouvrière et la consommation prolétaire, limités que sont les producteurs salariés à une part dans leur produit qui ne saurait dépasser leurs frais d'entretien et de reproduction (7 milliards de salaires en Angleterre, sur une production annuelle de 20 milliards).

2. Avec l'anarchie qui s'appelle la liberté de l'industrie, chaque pays, pour ne pas dire chaque fabricant, ne voyant que lui, produisant en vue du marché universel à approvisionnement à lui seul, comment la surproduction pourrait-elle être conjurée? Sans compter que, dès qu'une industrie particulière prospère quelque part comme le tulle mécanique à Nottingham et à Calais — les capitaux, à l'affût du profit, se jettent goulûment sur elle, l'installant concurrentiellement à Caudry, à Quentin, à Plauen, etc., — et la couplant, par l'engorgement, à la ruine inévitable.

3. La fabrication privée ne peut ni enrayer ni suspendre, même lorsque le marché est déjà saturé. Les capitaux de plus en plus énormes agissent comme autant de foudres sur les fabri-

cants de l'heure présentés transformés en Juif-Errent d'un nouveau genre, auxquels toute halte est interdite jusqu'à la cubite finale.

Les grandes crises de surproduction qui bouleversent périodiquement le monde moderne — et sont sa condamnation — ne disparaîtront qu'avec la forme capitaliste de la propriété et de la production, à laquelle elles sont attachées, comme le choléra au Delta du Gange.

Seule, la prise de possession, par la collectivité, des forces productives et leur mise en œuvre sociale ou unitaire permettra de régler la production et de l'équilibrer avec les besoins de chacun et de tous. Seule, cette socialisation — qui est tout le collectivisme — en supprimant les limites imposées par le salariat à la puissance de consommation du peuple ouvrier et paysan, fournira aux produits multipliés et immobilisés d'aujourd'hui les consommateurs qui leur manquent; en même temps que tout excédent de la production sur la consommation et de l'offre sur la demande, au lieu de se traduire, comme actuellement, par la mort de misère et de faim de millions de travailleurs, n'aura d'autre effet que de créer des loisirs, des vacances à l'humanité.

Ce sera la fin des classes, c'est-à-dire de l'humanité divisée contre elle-même et s'épuisant dans une lutte inessentielle pour la vie qui n'a plus de raison d'être, étant donnée l'accumulation des moyens de vie résultant de la seule lutte entre l'homme et tout ce qui n'est pas lui, c'est-à-dire la nature domptée par la science.

La division de l'humanité en classes a été une fatalité, la condition même de l'évolution humaine ou du progrès dans le passé. Il a fallu, pour créer des loisirs à une partie de notre espèce — ces loisirs qui ont permis d'engendrer l'art et la science — qu'une autre partie, la plus nombreuse, fût surchargée de travail, alors que le travail, par suite de l'ignorance humaine, était trop peu productif pour tous.

C'est ainsi, par l'esclavage des uns, continué en servage et en salariat, que les autres ont pu tirer de l'animal d'hier, le dieu de demain. Mais, après avoir constitué les éléments de bien-être pour tous, cette division en classes est devenue un obstacle à l'entrée en jouissance de ce bien-être pour les uns comme pour les autres. Elle ne saurait être maintenue sans suicide.

S'il est, dans le long désert de l'histoire, une sorte d'oasis sur lequel l'esprit aime à se reposer des horreurs du moyen-âge et de l'époque barbare proprement dite, c'est assurément, la Grèce. Nulle part la fleur humaine ne s'est épanouie comme sous le soleil de l'Attique; mais pourquoi et comment? Parce que, au-dessous des Aristotes, des Phidias, des Eschyles, il y avait tout un monde d'hommes tranchés de l'humanité. C'est grâce aux esclaves, à ces machines de chair et d'os qui peinaient, produisant pour le petit peuple hellénique, que celui-ci a pu connaître la liberté et le jour de l'existence sous toutes ses formes.

Eh bien, ces esclaves émancipateurs nous les avons, et plus nombreux à notre service. Ils sont de fer et d'acier. Ce sont les machines; ce sont les chevaux-vapeur. Ils correspondent pour la France, à 45 millions d'esclaves; pour l'Angleterre, à près de 80 millions, travaillant, pouvant travailler jour et nuit, sans repos ni fatigue, et nous sommes en mesure de les multiplier à l'infini. Le voici, le Messie! Le Rédempteur, le voilà! Ce sont ces travailleurs, de création humaine, qui permettent et commandent à notre humanité réconciliée, devenue une grande famille, d'en finir avec la dernière forme de l'esclavage, le salariat. Pour cela, il suffit que, cessant d'être la propriété privée de quelques-uns, ils deviennent la propriété sociale de tous, produisant par tous et pour tous.

#### Jules GUESDE.

#### L'IMPOT SUR LE REVENU

Paris, 26 décembre.

Nous avons déjà dit que le projet de budget de 1897 — qui sera déposé par le ministre des finances dans le courant du mois de janvier prochain — comporterait l'établissement de l'impôt sur le revenu. Nous pouvons donner dès aujourd'hui quelques détails complémentaires à cet égard. L'impôt sur le revenu, dans la pensée du ministre des finances, est appelé à remplacer la contribution personnelle-mobilière et la contribution des portes et fenêtres qui toutes deux avaient été créées comme une taxe sur le revenu, mais qui

en fait ne sont pas en rapport exact avec la situation réelle du contribuable.

Ces deux contributions représentent dans le budget actuel un produit de cent cinquante millions. C'est donc cent cinquante millions que le ministre des finances va demander à l'impôt sur le revenu. Il n'y aura rien de changé quant au chiffre de l'impôt; mais il y aura une modification considérable quant à la répercussion de l'impôt sur les contribuables.

Certaines catégories de contribuables seront totalement exonérées, d'autres seront imposées à un taux très faible. Par contre l'impôt portera sur les catégories des contribuables les plus fortunés, de façon à corriger les effets des contributions indirectes qui pèsent, au contraire, le plus lourdement sur les contribuables peu aisés.

L'impôt nouveau sur le revenu laissera d'ailleurs subsister à côté de lui les divers impôts existants qui frappent aujourd'hui certaines branches de revenus, tels que l'impôt des rentes et la taxe sur les valeurs mobilières.

#### Noël Socialiste

Bruxelles, 26 décembre.

Les socialistes bruxellois ont fait le jour de Noël, leur pèlerinage annuel au cimetière d'Evere, en commémoration des morts du parti: César De Paep, Brismès Verreycken.

Le cortège était très nombreux, malgré l'inclémence du temps.

Plusieurs drapeaux rouges, voilés de crêpe, ouvraient la marche; derrière les bannières, un groupe de femmes portant des gerbes et des palmes, notamment une énorme gerbe de fleurs.

Au cimetière — où tout s'est passé sans le moindre incident — des discours ont été prononcés sur la tombe de De Paep, au nom des socialistes bruxellois et au nom des compagnons de province. Les orateurs ont rappelé en termes émus, au milieu d'une foule recueillie, les services rendus à la cause populaire par les fondateurs du parti ouvrier.

#### UNE FERME CAPITALISTE

L'immense propriété qui mérite ce nom est située dans la Louisiane et appartient à un syndicat de colons français. Sa longueur est de 460 kilomètres et sa largeur de 40 kilomètres.

La propriété ne renferme pas moins de 40,000 têtes de bétail, tant de la race bovine que de la race chevaline. On y cultive la canne à sucre, le blé, le riz, le coton, etc.

A tous les six kilomètres de distance, il y a une «rangerie», c'est-à-dire des bâtiments d'exploitation agricole. Tous les travaux s'y font à la vapeur. Pour chaque extension de 800 mètres de terres, il y a une machine mue par un câble et qui permet de labourer, dans une seule journée, douze hectares de terre.

Le chemin de fer du Sud-Pacifique traverse la propriété sur une longueur de 58 kilomètres.

#### PETITE CHRONIQUE

#### UN IMPOT INIQUE

Il y a des gens qui ne doutent de rien. En voici qui prétendent pour demander à la Chambre de frapper d'un impôt de 500 francs la bicyclette pour dames. Sont-ce d'austères personnalités à qui la vue d'une femme en culotte bouffante fait pousser des cris d'horreur? Sont-ce simplement des citoyens qu'alarme la difficulté chaque année plus grande de boucher les budgets de l'Etat? Mystère et pédale!

Admettons, cependant, que les auteurs de la pétition en question n'ont rien de commun avec les messieurs qui font partie de la ligue de M. Bérenger. Admettons que le spectacle offert de deux mollets nerveux ne les offusque point et qu'ils ne croient pas à l'abolition de la désolation parce qu'une belle fille, penchée sur son guidon, travaille vaillamment de ses jambes sur la piste ou dans la rue. Dès lors, il faut supposer que les pétitionnaires ont eu pour but de mettre la vélocipédie féminine à un prix si élevé pour qu'elle fût désormais seulement accessible aux personnes qu'affligent, mais pas plus qu'il ne convient de bonnes et solides rentes. Eh bien! j'ai grand peur que le moyen qu'ils ont imaginé ne soit pas très pratique. C'est toujours le mari ou le papa qui paiera.

— Mon amie, vous savez que désormais nous aurons à payer 500 fr., pour que vous puissiez aller à bicyclette; vous me feriez grand plaisir en renonçant dès à présent à ce sport ruineux.

— Ça, jamais de la vie, par exemple! Vous en faites bien, vous, de la bicyclette!

— Oui, mais moi je ne paie que la taxe, la toute petite taxe... tandis que vous!

— Alors, il faut que je me sacrifie... Les voilà bien, les hommes!... Et, dites-moi, si l'on mettait demain une taxe sur les robes, consentiriez-vous à ce que j'allasse désormais toute nue par la ville?

— Vous exagérez toujours!

— Pourquoi êtes-vous sans égards pour moi?

— Mais c'est votre intérêt autant que le mien que je défends en ce moment... Renoncez à la bicyclette.

— Alors, achetez-moi un cheval!

Et je ne donne ici qu'un spécimen bien atténué des conversations qui se produiraient dans la plupart des maisons, si l'on adoptait l'idée des pétitionnaires de la Chambre. On en entendrait bien d'autres, avec grincements de dents et crises de nerfs à la clef. Et, après tout, les femmes auraient bien raison. N'est-il pas de démentaire justice que celui qui propose de voter l'impôt le paie?

Défendez vos bicyclettes, mesdames!

JEAN DES VIGNES.

### LE PARLEMENT

#### AU SÉNAT

Séance du 26 décembre 1895

Présidence de M. Scheurer-Kestner, vice-président.

La séance est ouverte à 2 heures 10.

M. Combar, ministre de l'instruction publique, dépose un projet portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 238,107 fr. pour missions scolaires.

Le Sénat adopte plusieurs projets de loi d'intérêt local.

#### LE BUDGET

#### Ministère de l'Instruction publique

Le Sénat reprend la discussion du budget. Il en était au chapitre 43 du ministère de l'instruction publique concernant les collèges communaux de garçons.

M. Combar, ministre de l'instruction publique, demande l'autorisation au Sénat d'affecter 300 fr. à prendre sur le crédit fixé par la Chambre à assumer les professeurs de premier ordre des collèges aux professeurs élémentaires des lycées.

M. Bisseuil, rapporteur, combat cette proposition. Ce serait, dit-il, amorcer une réforme qui, en fin de compte, coûterait au budget plus de 225,000 francs et par répercussion s'élèverait à un total de 4,350,000 francs dans l'état actuel de nos finances.

La commission n'a pas pensé qu'on pouvait entrer dans cet ordre d'idées.

M. Combar. — Eh bien! Je disposerais de ce crédit sous ma responsabilité.

M. Buffet. — Je me demande sous quelle forme le Sénat pourrait accorder l'autorisation singulière que demande M. le ministre. Je sais que la spécialité rigoureuse n'existe pas pour les articles d'un même chapitre, mais pourquoi M. le ministre demande-t-il l'autorisation d'opérer un virement d'un article à l'autre? Il s'agit d'amorcer une dépense considérable qui se réduira les années suivantes.

M. le ministre dit qu'il opérera le virement sous sa responsabilité. Je n'ai pas vu beaucoup d'exemples de cette responsabilité.

M. le ministre. — Je ne demande rien.

M. Buffet. — Pourquoi alors avoir parlé pendant une demi-heure? A quel bon cette discussion?

M. le ministre des finances. — Que M. Buffet présente un amendement.

M. Buffet. — Je n'ai rien à proposer, je dis seulement que M. le ministre commettrait un acte irrépréhensible en engageant une dépense nouvelle sans l'assentiment du Parlement.

M. Séhime. — Je propose une réduction de 10 francs manifestant que le Sénat n'approuve pas le virement.

M. le président. — Je vais mettre aux voix le chiffre le plus élevé.

M. Thureau-Loup. — Quel est l'avis de la commission?

M. Bisseuil. — La commission n'est pas favorable aux propositions de M. le ministre.

M. Séhime. — Devant ces explications je retire mon amendement.

M. Doumer. — Le gouvernement fait toutes ses réserves.

Le chapitre 43 est adopté, ainsi que les chapitres 44 à 64.

M. Halgan, sur le chapitre 68 (feuille de Deiphos 100,000 fr.), demande de réduire le crédit à 50,000 fr.

L'amendement de M. Halgan est repoussé.

Le chapitre 65 est adopté ainsi que les chapitres 66 et 67.